

Solution Mutualisée CPP 2017

Glossaire



Nom / Acronyme	Signification	Définition
CFF	Chorus Factures	Nom donné à la solution de réception et d'intégration des factures entrantes (fournisseurs) à destination des Services de l'État. Dans le cadre de la mise en place de la solution mutualisée Chorus Portail Pro 2017, cette solution sera amenée à disparaître.
CPP2017	Chorus Portail Pro 2017	Chorus Portail Pro 2017 (aussi appelé "CPP2017" ou "solution mutualisée") permettra d'assurer le dépôt, le suivi et la mise à disposition des 100 millions de factures annuelles pour tous les fournisseurs sur le périmètre des Services de l'État (SE), du Secteur Public Local (SPL, incluant le secteur hospitalier), des établissements locaux d'enseignement et des établissements publics nationaux (EPN). Cette solution s'inscrit dans la continuité de Chorus Factures, solution mise en œuvre par l'État depuis le 1er janvier 2012.
AIFE	Agence pour l'Informatique Financière de l'État	L'Agence pour l'Informatique Financière de l'État (AIFE) est un service à compétence nationale créé par décret du 11 février 2005, amendé par celui du 7 mai 2014 et dont la gouvernance est interministérielle. L'AIFE est certifiée ISO 9001 depuis 2005 (dernier renouvellement en 2013), notre démarche qualité vise à l'amélioration continue du Système d'Information Chorus, à l'urbanisation du SIFE et à la satisfaction de nos clients. Nos missions majeures sont : <ul style="list-style-type: none"> ► Piloter l'urbanisation du système d'information financière de l'État ► Maintenir en condition opérationnelle le système d'information Chorus, de gestion de la dépense, de la recette non fiscale et de la comptabilité de l'État ► Piloter de nouveaux projets interministériels ou ministériels et leur intégration dans le système d'information Chorus ► Accompagner le changement dans les ministères et auprès des utilisateurs.
Annuaire fournisseur		L'annuaire des fournisseurs est un outil mis à disposition des utilisateurs de CPP2017 afin de déterminer à quelle catégorie INSEE (grande entreprise, entreprise de taille intermédiaire, petite ou moyenne entreprise, microentreprise) appartient un fournisseur, à partir de sa raison sociale ou de son SIRET. Il permettra notamment d'identifier, pour un fournisseur donné, à quelle échéance l'utilisation de CPP devient obligatoire.
Modèle de recensement des fournisseurs	-	Liste recensant les fournisseurs des structures publiques. Elle a pour objet d'identifier les fournisseurs à contacter et ceux qui devront faire l'objet d'une fiabilisation dans le SI de la structure.
Annuaire structures publiques	-	Liste recensant les structures publiques. Cette liste sera accessible aux fournisseurs dans CPP 2017. Elle permettra aux fournisseurs de savoir, pour chaque structure destinataire de facture, si il faut renseigner uniquement le SIRET pour adresser la facture ou si un service et/ou un numéro d'engagement sont également nécessaires. Cet annuaire indique également si le destinataire a choisi d'informer, via CPP2017, le fournisseur de la mise en paiement. Cette annuaire contiendra la liste des services d'une structure publique, si celle-ci en a défini.
API	Application Programming Interface	Ensemble normalisé de fonctions qui sert de façade par laquelle un logiciel offre des services à d'autres logiciels. Le raccordement en API d'un système d'information à CPP2017 permet aux utilisateurs de ce SI d'accéder directement et en temps réel aux fonctionnalités portées par l'API.
ASAP	Avis des sommes à payer	L'avis des sommes à payer est le document envoyé au débiteur lorsqu'un organisme public émet un titre de recette. Il entre dans le périmètre de CPP2017 lorsqu'il est adressé à un débiteur public. Il est alors également appelé "facture de recette".
Atlas	-	Solution de stockage et d'archivage des factures et des pièces justificatives.
Base INSEE		Cette base répertorie les établissements siretisés, ainsi que les principales informations d'identification de ces établissements. Elle sera utilisée par CPP2017 lors de la création d'une fiche structure pour pré-alimenter certaines informations, ainsi que dans le cadre de l'annuaire des fournisseurs.
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	Les Centres Communaux d'Action Sociale entrent dans la catégorie des Établissements Publics Locaux (EPL) et sont identifiés en tant que personnes publiques récipiendaires dans le cadre de la mise en place de la solution mutualisée CPP 2017.
CIAS	Centre Intercommunal d'Action Sociale	Les Centres Intercommunaux d'Action Sociale entrent dans la catégorie des Établissements Publics Locaux (EPL) et sont identifiés en tant que personnes publiques récipiendaires dans le cadre de la mise en place de la solution mutualisée CPP 2017.
CL	Collectivités Locales	Collectivités Locales
Chorus (ou Chorus cœur)	-	Chorus est l'application commune à tous les gestionnaires et comptables de l'État, gérant la dépense, les recettes non fiscales et la comptabilité de l'État. Elle intègre tous les acteurs de la gestion financière de l'État. L'application est fondée sur un progiciel de gestion intégrée (PGI) et permet de mettre en œuvre toutes les ambitions de la LOLF notamment en termes de comptabilité.
Code service	-	Outre les données fixées par la législation fiscale (identifiant du fournisseur, montant, date d'émission, ...), le traitement des factures nécessite pour certains destinataires un identifiant appelé code service permettant de router la facture vers le service public concerné.
Comptabilisation	-	La comptabilisation de la facture est l'étape au cours de laquelle le comptable, après avoir contrôlé la conformité de la facture, la valide pour paiement et l'inscrit dans sa comptabilité. Cette étape est transmise sous forme de statut aux fournisseurs de l'État et de certains EPN.
Courrier type	-	Modèle de document fourni aux structures publiques. Ce document est à adapter et à diffuser à l'ensemble des fournisseurs pour les informer de la mise en place de la solution mutualisée CPP 2017.
Cycle de vie	-	Le cycle de vie d'une facture fait référence aux statuts qui permettent de suivre l'avancement de son traitement. Une description de chacun de ces statuts est disponible dans le document intitulé "Principes clés de la solution CPP 2017".
Demande de paiement	-	1/ Document par lequel un fournisseur demande à une structure publique le paiement d'une créance. Il peut notamment s'agir d'une facture, d'un état d'acompte, d'un mémoire de justice ou d'une demande de remboursement de la TIC/TICGN. 2/ Objet créé par l'ordonnateur État ou EPN soumis au GBCP permettant la liquidation (correspondant au mandatement du secteur public local).
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques	Direction Générale des Finances Publiques, chargée du co-pilotage de la maîtrise d'œuvre et de l'accompagnement au déploiement de la solution mutualisée « CPP2017 ».
DGP	Délai Global de Paiement	Le délai global de paiement fait référence au délai imparti à la structure publique pour payer le titulaire du marché public, fixé dans les pièces du marché.
DISIC	Direction Interministérielle des Systèmes d'Information et de Communication	La Direction interministérielle des systèmes d'information et de communication (DISIC) est une direction placée sous l'autorité du Premier Ministre, au sein de l'administration publique française, chargée de coordonner les actions des administrations en matière de systèmes d'information.
Document de facturation	-	Document justificatif transmis à l'appui d'une facture.
Données de facturation	-	Champs d'une facture.
Dossier de facturation	-	Ensemble de pièces permettant le mandatement et la liquidation (facture et document de facturation).
EDI	Échange de données informatisé	L'échange de données informatisé (EDI) est une technique qui remplace les échanges physiques de documents entre entreprises (commandes, factures, bons de livraison,...) par des échanges, selon un format standardisé, entre ordinateurs connectés par liaisons spécialisées ou par un réseau (privatif) à valeur ajoutée (RVA). Les données sont structurées selon des normes techniques internationales de référence (ex : Edifact). A titre d'exemple, l'envoi par fax d'une commande puis sa saisie par un opérateur de l'entreprise fournisseur, est remplacé par l'émission d'une information qui est acheminée vers un ordinateur de l'entreprise fournisseur capable d'interpréter la commande.
Éditeur de portail	-	Éditeurs de portails tiers ou à valeur ajoutée, qui mettront à disposition de leur client (eux-mêmes fournisseurs de personnes publiques) les fonctionnalités de la solution mutualisée CPP 2017 en invoquant les API CPP2017 à partir de leur plate forme.

Nom / Acronyme	Signification	Définition
Éditeur de solution métier	-	Éditeurs de solutions métiers produisant ou exploitant les données de facturation en vue de leur retraitement spécifique (comptabilité analytique, refacturation interne, etc.) et de leur automatisation dans le traitement des factures. Les éditeurs pourront raccorder les solutions à Chorus Portail Pro 2017 en mode EDI ou en mode service.
EJ	Engagement Juridique	Outre les données fixées par la législation fiscale (identifiant du fournisseur, montant, date d'émission, ...), le traitement des factures peut nécessiter un identifiant permettant de faire le lien avec un contrat : il s'agit du numéro d'Engagement Juridique.
EPA	Établissement Public à caractère administratif	Établissement Public à caractère administratif
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale	Établissement Public de Coopération Intercommunale.
EPIC	Établissement Public à caractère industriel et commercial	Établissement Public à caractère industriel et commercial.
EPL	Établissement Public Local	Établissement Public Local.
EPLE	Établissement Public Local d'Enseignement	Établissement Public Local d'Enseignement.
EPN	Établissement Public National	Établissement Public National. Les EPN incluent les EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) et les EPA (établissement public administratif).
EPS	Établissement Public de Santé	Établissement Public de Santé.
Espaces	-	Les fonctionnalités offertes par CPP 2017 sont regroupées et présentées aux utilisateurs sous forme d'espaces. Par exemple, l'espace "mes factures" permet d'accéder à toutes les fonctionnalités de dépôt, consultation et suivi des factures ; l'espace "mes mémoires" permet de saisir et suivre les mémoires de frais de justice.
Facture	-	La facture est une pièce comptable par laquelle le vendeur (ou prestataire de services) indique le détail des quantités, qualités et prix des marchandises ou services préalablement délivrés qui constitue l'ensemble des données de facturation. Les factures intégrées au périmètre de la dématérialisation sont celles de la commande publique transmise par les fournisseurs.
Flux Pivot	-	Le flux pivot est le flux par lequel les factures sont transmises aux structures publiques. Il contient : - les métadonnées nécessaires au paiement de la facture dans le système d'information de la structure destinataire, - la facture en pièce jointe dans son format original, - les éventuelles pièces jointes complémentaires.
Flux Cycle de vie	-	Le flux " <i>Cycle de vie</i> " comprend les données sur l'avancement du processus de paiement de chaque dossier de facturation et particulièrement la liste chronologique des « statuts » relatifs au traitement des différents modes de facturation à chaque étape du traitement.
Flux structuré	-	Flux de données envoyé via un Échange de données informatisées (EDI).
France Connect	France Connect	France Connect est un projet informatique en cours de déploiement visant à proposer un système d'authentification et d'identification unique pour les démarches administratives en ligne. Les utilisateurs privés de CPP2017 pourront choisir de s'identifier via France Connect.
GED	Gestion électronique de documents	La gestion électronique des documents (GED ou EDM1 pour « Electronic Document Management » en anglais) désigne un procédé informatisé visant à organiser et gérer des informations et des documents électroniques au sein d'une organisation. Le terme GED désigne également les logiciels permettant la gestion de ces contenus documentaires.
Gestionnaire principal	-	Le gestionnaire principal est le "super-utilisateur" d'une structure. Il est unique par structure et peut : - mettre à jour tous les espaces définis au niveau de la structure, - administrer tous les comptes utilisateurs pour différentes structures (identifiants de structures) sur son périmètre et désigner un nouveau gestionnaire principal en cas de remplacement, - créer/ supprimer/ activer un compte utilisateurs, gérer des demandes d'abonnements à des espaces/ d'inscriptions/ de rattachement à des fiches structures.
Gestionnaire secondaire	-	Le gestionnaire secondaire dispose des mêmes droits que le gestionnaire principal à 2 exceptions près : - le gestionnaire secondaire ne peut pas attribuer les droits de gestionnaire secondaire à un autre utilisateur, - le gestionnaire secondaire ne peut transférer le rôle de gestionnaire principal.
Helios	-	Système d'information comptable de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) dédié au secteur local pour la tenue des comptabilités locales.
Internaute	-	Les internautes n'ont pas de compte sur CPP2017. Ils peuvent toutefois accéder à la documentation CPP2017 ainsi qu'à l'assistance en ligne.
Liste fiscale	-	La liste fiscale correspond à la liste récapitulative des factures demandée par l'administration fiscale (BOI-TVA-DECLA-30-20-30-40-20131018) à toute entreprise assujettie à la TVA émettant ou recevant des factures électroniques au sens de l'article 96 G de l'annexe III au CGI.
Mandat	Mandat de facturation	Contrat par lequel le fournisseur donne le pouvoir à un tiers d'émettre une facture en son nom et pour son compte.
MAP	Modernisation de l'action publique	La modernisation de l'action publique consiste en une analyse des missions et actions de l'État et a pour objectifs d'améliorer l'efficacité des politiques et des services publics, de contribuer à la maîtrise des dépenses publiques et de renforcer la compétitivité de l'économie.
Marché de travaux	-	Les fonctionnalités dédiées aux marchés de travaux dans CPP2017 concernent les marchés de travaux soumis au CCAG travaux (où l'établissement d'un état d'acompte par une MOE est nécessaire).
Mode connecté / déconnecté	-	L'accès à CPP2017 est dit en mode déconnecté pour les internautes (non connus de CPP). Il passe en mode connecté dès que l'utilisateur ouvre une session en renseignant ses login et mots de passe.
Mode EDI	-	Le mode EDI fait référence à un des 3 modes de raccordement de CPP 2017. Une fois raccordé, le système d'information de l'utilisateur peut envoyer ou recevoir des flux par interface. Les flux, leur état et statut sont consultables à partir des interfaces décrites dans le mode portail.
Mode Portail	-	Le mode Portail évoque un des 3 modes de raccordement proposé par CPP 2017. Via le site internet « CPP2017 », ce mode vous permet de déposer, saisir et consulter l'état de vos factures.
Mode "Saas"	Mode logiciel en mode service	Le mode « Saas » (logiciel en mode service) est un modèle d'exploitation commerciale à des logiciels en ligne qui permet aux utilisateurs de ne pas avoir à installer l'outil sur leurs propres services.
Mode service	-	Le mode service (appelé aussi mode API ou mode portail tiers) est un des 3 modes de raccordement mis à disposition des utilisateurs dans le cadre de la mise en place de CPP 2017. Via un raccordement préalable, le mode service aux utilisateurs d'un système d'information permet d'accéder directement et en temps réel aux fonctionnalités de CPP2017 à travers leur système d'information habituel.
Opérateur de dématérialisation	-	Les opérateurs de dématérialisation assurent deux principales missions : - La production et la transmission des flux au format et avec les informations attendues par le récepteur, - La garantie des aspects fiscaux, notamment l'archivage des factures dématérialisées. Les fournisseurs ne sont pas contraints de passer par un opérateur et peuvent internaliser leur solution de dématérialisation.
OPH	Office Public de l'Habitat	Office Public de l'Habitat

Nom / Acronyme	Signification	Définition
Ordonnance du 26 juin 2014	-	Dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie (LME) n°2008-776 du 4 août 2008, qui donne l'obligation à l'État d'accepter les factures émises par ses fournisseurs sous forme dématérialisée à compter du 1er janvier 2012, l'ordonnance du 26 juin 2014 définit le cadre de développement de la facturation électronique. Ainsi : - L'article 1er de l'ordonnance institue une obligation, pour les titulaires et les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics respectifs, de transmettre leurs factures sous forme électronique. Cette disposition généralise par ailleurs l'obligation faite à l'État d'accepter les factures électroniques aux collectivités territoriales et à tous les établissements publics, - L'article 2 prévoit la construction et la gestion par l'État d'une solution technique mutualisée permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, qui sera gratuitement mise à la disposition des collectivités territoriales, des établissements publics et de l'ensemble des fournisseurs, - L'article 3 précise le calendrier d'entrée en vigueur des nouvelles obligations fixées à l'article 1er. La dématérialisation des factures sera imposée à compter du 1er janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée d'ici le 1er janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.
PAC	Pilote d'accompagnement du changement	Les pilotes d'accompagnement du changement de la DGFIP, positionnés au niveau des inter régions, animent le dispositif, appuient les correspondants dématérialisation et exercent leur mission d'interface entre le département et la Mission de déploiement de la dématérialisation (MDD).
Dépôt d'une facture au format Pdf	Dépôt d'une facture au format Pdf	Le module de dépôt de facture Pdf permet aux internautes de transmettre leurs factures au format Pdf signé ou non. Si le Pdf est signé, le module procède à une vérification de la validité de la signature. L'internaute a ensuite la possibilité d'ajouter les pièces jointes qu'il souhaite à la facture déposée. En outre le Pdf déposé peut contenir des métadonnées structurées reprenant les informations nécessaires à sa prise en compte par le Portail, il s'agit alors de Pdf archive.
Personnes publiques récipiendaires	-	Les personnes publiques récipiendaires comprennent les acteurs suivants : - L'État, - Les EPN (dont ceux ne disposant pas d'agent comptable), - Le SPL, - Les EPL (dont ceux ne disposant pas d'agent comptable), - Les Organismes Consulaires, - Les autres formes de coopération entre collectivités.
PES ou PES_Facture	Protocole d'échanges standard	Le PES (Protocole d'Échanges Standard) est un protocole qui repose sur le langage informatique XML. Le PES est le format utilisé par la DGFIP pour la transmission des mandats. Il est aujourd'hui remplacé par la nouvelle version PES_V2.
PES_ASAP	Protocole d'échanges standard_Avis des sommes à payer	Le PES_ASAP repose sur un enrichissement du PES_facture permettant l'édition sur l'avis des sommes à payer. Ce protocole se base sur l'offre "ASAP" consistant à traiter de manière centralisée et automatisée l'impression, la mise sous plis et l'affranchissement des avis des sommes à payer par la filière éditique de la DGFIP. Elle est l'aboutissement logique de la dématérialisation des pièces comptables et justificatives en matière de recettes entre ordonnateurs et comptables et s'appuie sur la production par l'ordonnateur d'une facture dématérialisée au format XML.
PES_OCR	Protocole d'échanges standard_Optical Character Recognition	Technique de reconnaissance optique de caractères (OCR) basée sur le protocole d'Échanges Standard (<i>voir définition PES</i>). Il s'agit d'une technique de lecture automatisée de documents proposée par des tiers de télétransmission, au même titre que la numérisation de factures ou le nommage automatique de fichiers scannés. Cette solution, dont l'un des avantages est lié au gain de temps (car elle permet d'éviter la double saisie), s'adresse à des structures traitant un volume important de factures.
PES_PJ	Protocole d'échanges standard_Pièces jointes	Le Flux PES_PJ est le format d'échange d'envoi des pièces jointes dématérialisées. Il fait parti du flux PES_V2. Les PJ peuvent être transmises de manière simultanée avec les pièces comptables ou dans un flux PES PJ autonome. Le lien entre la pièce comptable et la PJ est constitué par « l'identifiant unique ». Il est possible de joindre : - une ou plusieurs PJ à l'appui d'un mandat ou d'un titre, - un dossier compressé à l'appui d'un mandat ou d'un titre. Il est possible : - de faire référence à une PJ déjà transmise ou à l'appui d'un autre mandat ou titre sans la transporter à nouveau en rappelant l'identifiant unique, - de transmettre une PJ autonome afin qu'elle se raccroche à un mandat ou à un titre en instance de prise en charge, en rappelant le numéro du mandat ou du titre. Le logiciel métier doit permettre le fonctionnement des différents schémas.
PES V2	Protocole d'échanges standard V2	Le PES V2 est le nouveau format d'échange électronique que doivent utiliser les collectivités pour le transfert des flux comptables, depuis le 1er janvier 2015. Il permet la dématérialisation complète des pièces comptables (titres, bordereaux, mandats, justificatifs) à destination du portail de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques).
PIGP	Portail de la Gestion Publique	Le portail de la Gestion Publique, proposé par la DGFIP aux collectivités et établissements publics locaux, permet à ces derniers de simplifier l'accès et la transmission d'information. Après habilitation de la collectivité auprès de son comptable public, l'accès s'effectue par une connexion Internet à partir du navigateur web, puis par une authentification forte par certificat nominatif délivré gratuitement à la première connexion. Le portail permet d'accéder notamment aux services suivants : - L'Extranet Hélios pour la consultation des données de la collectivité, notamment l'état des paiements, le recouvrement et la trésorerie, - La passerelle de transmission pour transmettre et recevoir gratuitement les fichiers comptables de virement ou de prélèvement quel que soit le protocole utilisé, - Chorus Portail Pro. Le portail de la Gestion Publique est accessible à l'adresse suivante : https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilIAM.pl
PJ	Pièce Justificative ou Pièce Jointe	Pièce justificative ou pièce jointe, selon le contexte.
Portail	-	Le terme « portail » évoque le site internet « CPP2017 » qui vous permet de déposer, saisir et consulter l'état de vos factures.
Portail tiers ou portail à valeur ajoutée	-	En amont de la solution mutualisée CPP 2017, des portails dits « à valeur ajoutée » permettent la réalisation d'opérations « métiers » préalables à l'émission du document de facturation (ex : dans le cadre des marchés de travaux, des portails de facturation permettent à la maîtrise d'œuvre d'actualiser les prix du projet de décompte ou bien encore permettent de gérer les interactions avec le fournisseur avant la génération du bon de commande, auto-facturation). Ces portails pourront se raccorder à CPP2017 en mode service.
Protocole de raccordement	-	Document décrivant la procédure de jonction technique d'un outil à la solution mutualisée CPP2017.
Qualification	-	La solution mutualisée CPP 2017 propose notamment une fonctionnalité de qualification des flux qui permet à un utilisateur de tester les fichiers avant de les transmettre en mode flux à la solution mutualisée CPP 2017.
Recyclage	Recyclage de la facture	Dans certains cas de rejet de sa facture, le fournisseur est habilité à ré-exploiter les données de sa facture afin de faciliter la nouvelle émission vers la solution mutualisée CPP 2017. Seuls certains rejets peuvent donner lieu au recyclage de la facture : - Les rejets en entrée de la solution pour des raisons techniques, - Les rejets dus à une erreur d'identification du destinataire par l'émetteur (rejet automatique du SI ou manuel par un agent via le portail). Dans ces deux cas l'émetteur peut, si son système d'information le lui permet, réémettre le flux après correction des éléments erronés mais en conservant un numéro de facture identique.
RIDET	Répertoire d'identification des Entreprises et des Établissements	Le répertoire RIDET (Répertoire d'Identification des Entreprises et des Établissements) est l'identifiant des établissements localisés en Nouvelle Calédonie. Il est composé de dix chiffres : le numéro RID de l'entreprise dont il dépend (numéro d'identité attribué à chaque "entreprise" inscrite, il s'agit d'un numéro d'ordre composé de sept chiffres) et un complément sur trois chiffres permettant de distinguer chaque établissement : '001' puis '002' ...

Nom / Acronyme	Signification	Définition
SE Chorus	Système d'échange Chorus	Système d'échange Chorus.
SE DGFIP	Système d'échange DGFIP	Système d'échange DGFIP.
Services Web	-	Un Service Web est une technologie permettant à des applications d'interagir dynamiquement avec d'autres programmes en utilisant des protocoles d'échanges basé sur XML comme SOAP, XML-RPC ou XMLP. Le but est de permettre à une application de trouver automatiquement sur Internet le service dont elle a besoin et de pouvoir échanger des données avec lui.
SGMAP	Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique	Le Secrétariat Général pour la Modernisation de l'Action Publique (SGMAP) est une administration française placée sous l'autorité du Premier ministre et rattachée au secrétaire général du Gouvernement. Il comprend : - La Direction Interministérielle pour la Modernisation de l'Action Publique (DIMAP), - La Direction Interministérielle des Systèmes d'Information et de Communication (DISIC), - Etalab, service chargé de l'ouverture des données publiques.
SI	Système d'Information	Système d'Information.
SIFE	Système d'Information Financière de l'État	Système d'Information Financière de l'État.
SIGF	Système d'Information de Gestion Financière	Système d'Information de gestion financière (des collectivités et établissements publics).
Signature Électronique	-	La facture électronique dans le droit communautaire est encadrée par une réglementation sous la forme d'une directive européenne (Directive européenne 2001/115/CE) qui a harmonisé les mentions légales, introduit la signature électronique et le format non structuré de type Pdf. La signature électronique des factures est une modalité de facturation prise en charge par la solution mutualisée mais n'en rend pas le caractère obligatoire.
SIRET	Système d'Identification du Répertoire des Établissements	Le numéro SIRET est un identifiant d'établissement. Cet identifiant numérique de 14 chiffres est articulé en deux parties : la première est le numéro SIREN de l'unité légale à laquelle appartient l'unité SIRET ; la seconde, habituellement appelée NIC (Numéro Interne de Classement), se compose d'un numéro d'ordre à quatre chiffres attribué à l'établissement et d'un chiffre de contrôle, qui permet de vérifier la validité de l'ensemble du numéro SIRET.
SIVOM	Syndicats intercommunaux à vocation multiple	Syndicats intercommunaux à vocation multiple.
SIVU	Syndicats intercommunaux à vocation unique	Syndicats intercommunaux à vocation unique.
SMA	Service Mandataire Atlas	Le service mandataire Atlas (SMA) est un composant spécifique qui assure la communication entre le silo de stockage des pièces dématérialisées Atlas mis en place par la DGFIP et le SI Chorus. Le rôle du SMA est : - D'assurer les transferts (dépôt et consultation des pièces), - De permettre le suivi des états des documents, - De répondre à des besoins de temporisation (en cas d'indisponibilité d'un des deux systèmes), - D'assurer la continuité de la consultation des documents pendant leur intégration dans le silo de stockage.
Sollicitation	-	Les fournisseurs ont la possibilité de solliciter l'assistance de la solution mutualisée CPP 2017. Chaque sollicitation est matérialisée par un « ticket » renseigné par les fournisseurs via un formulaire de demande d'assistance en précisant les informations requises pour le traitement de sa demande (ex. numéro de facture). Des pièces jointes peuvent y être ajoutées (ex. capture d'écran). La traçabilité des sollicitations est assurée tout au long du processus de traitement.
Solution mutualisée	-	voir CPP2017.
Spécifications externes	-	voir DES.
SPL	Secteur Public Local	Le Secteur Public Local est composé des Collectivités Locales (CL) et des Établissements Publics Locaux (EPL).
Structure	-	Terme utilisé pour désigner les établissements publics et privés dans le cadre de la mise en place de la solution mutualisée CPP 2017.
TAHITI	Traitement Automatique Hiérarchisé des Institutions de Tahiti et des Iles	Le numéro T.A.H.I.T.I. (Traitement Automatique Hiérarchisé des Institutions de Tahiti et des Iles) est un numéro d'identité pour les établissements situés en Polynésie Française. Il s'agit d'un numéro d'ordre sans signification particulière composé de 6 chiffres. Depuis le 10 Octobre 2011, un nouveau numéro TAHITI a été mis en place comportant une lettre et 5 chiffres car l'ancienne numérotation était arrivée à son terme. De même, chaque établissement d'une entreprise est identifié par un numéro à 9 chiffres : les 6 premiers chiffres sont ceux de l'entreprise et les 3 derniers sont un numéro d'ordre des établissements au sein de cette entreprise.
Tiers de télétransmission	-	Des tiers de télétransmission peuvent être sollicités par le secteur public local et les EPN pour : - Transmettre les flux de factures émises ou de statut générés par leur système d'information de gestion financière (ou autres systèmes de gestion des factures) à destination de la solution mutualisée CPP 2017), - Contrôler l'intégrité de la transmission, - Horodater la transmission, - Réceptionner le flux retour.
TVA Inter communautaire	-	Toute entreprise redevable de la TVA dans l'Union européenne dispose d'un numéro d'identification fiscale individuel délivré par son administration fiscale. Ce numéro doit obligatoirement figurer sur les factures, les déclarations d'échanges de biens et les déclarations de TVA de l'entreprise.
UBL Invoice	Universal Business Language	Format d'échange de données structurées en XML, utilisé pour le dépôt de factures en format XML (portail CPP2017) ou pour l'envoi de factures en format XML par EDI.
UN/CEFACT	United Nations Centre for Trade Facilitation and Electronic Business	Format d'échange de données structurées.
Utilisateur	-	Les utilisateurs sont tous les acteurs disposant d'un compte sur CPP2017. Les habilitations des différents utilisateurs (accès aux différents espaces, par exemple) sont déterminées par les gestionnaires principaux et secondaires.
Workflow	-	Un workflow est un circuit de validation. Il matérialise dans l'outil informatique une succession d'actions réalisées par des utilisateurs différents. Par exemple, en cas de sous-traitance, un workflow en 2 étapes est mis en œuvre dans CPP 2017 : - le sous-traitant saisit sa facture - cette facture est envoyée au mandataire, qui valide la facture
XML	Extensible Markup Language	Le XML (Extensible Markup Language, « langage de balisage extensible ») est un langage informatique de balisage générique. Il est reconnaissable par son usage des chevrons (< >) encadrant les balises. L'objectif initial est de faciliter l'échange automatisé de contenus complexes (arbres, texte riche...) entre systèmes d'informations hétérogènes (interopérabilité).

Nom / Acronyme	Signification	Définition
----------------	---------------	------------

Nom / Acronyme	Signification	Définition
----------------	---------------	------------

Nom / Acronyme	Signification	Définition
----------------	---------------	------------

Nom / Acronyme	Signification	Définition
----------------	---------------	------------

Nom / Acronyme	Signification	Définition
----------------	---------------	------------